

# 29 février 2012

## Journée européenne d'action

# Refusons l'austérité

## d'autres choix sont possibles !

**Une vaste campagne de culpabilisation se développe. Partout, les salariés s'entendent dire qu'ils coûtent trop cher... En France, le Président de la République a annoncé deux mesures qui à nouveau vont frapper durement les salariés, les retraités, les privés d'emploi.**

Ainsi, le projet gouvernemental de « **TVA sociale** » est injuste et inacceptable ! Cela servira une fois de plus à venir gonfler les profits du patronat.

Augmenter un impôt indirect, le plus injuste des impôts, celui qui frappe tous au même taux quelque soit le revenu porterait atteinte au pouvoir d'achat des salariés, des retraités et des privés d'emplois... Cette TVA « **anti-sociale** » réduirait la consommation et amplifierait la crise.

Transférer les cotisations sociales vers l'impôt, c'est faire un nouveau cadeau de 13 milliards d'euros au patronat, c'est aussi une nouvelle attaque pour tenter de casser notre système de protection sociale.

**Partout en Europe, les mêmes logiques libérales sont imposées de façon coordonnées.**

**D'autre part, le gouvernement veut instaurer des accords « compétitivité emploi » renforçant ainsi le pouvoir des employeurs !**

Ces accords ouvrent la voie à la remise en cause d'un pilier essentiel du droit social français, du contrat de travail et du code du travail.

Plus globalement, âge de départ à la retraite, durée légale du travail, conventions collectives, procédures de licenciement, salaire minimum, droit de grève, service public et protection sociale... tout devrait passer à la moulinette de la « compétitivité ».

# Manifestation unitaire

## Mercredi 29 février

### 14h00 - Bastille / Nation

La manifestation sera précédée d'une conférence de presse unitaire : 12h30 Place de la Bastille.



**Partout en Europe, les mêmes logiques libérales sont imposées de façon coordonnées.** En effet, les chefs d'Etat et de Gouvernement ont décidé de passer un cran supérieur pour instaurer l'austérité.

**Ils s'appêtent à signer un nouveau traité, le 1<sup>er</sup> mars prochain,** élaboré à quelques uns en dehors de toute procédure et consultation démocratique. Il imposerait un carcan budgétaire et économique à des pays déjà durement touchés par le chômage et la récession.

L'austérité s'imposerait à tous encadrant toute négociation au niveau national, sectoriel et d'entreprise et réduisant les capacités d'intervention des organisations syndicales.

Ce traité est contraire à l'Europe sociale à laquelle nous aspirons, il ne ferait qu'alimenter les rejets des solidarités, les replis nationaux, la montée des forces nationalistes et d'extrême droite.

**Les syndicats de chaque pays européen réunis dans la Confédération Européenne des Syndicats s'opposent à ce traité.**

Dans de nombreux pays d'Europe, les salariés, les peuples se mobilisent contre les politiques d'austérité qui génèrent précarité, pauvreté et accroissent les injustices !

Partout en Europe, monte l'exigence d'une politique favorable à l'emploi, la croissance, la justice sociale.

**Les syndicats Européens appellent, à agir le mercredi 29 février 2012 à la veille du sommet européen pour dire non à l'austérité et exiger des réponses pour l'emploi et la justice sociale.**

**Toutes les organisations professionnelles et départementales de la CGT appellent donc les salariés, à se mobiliser dans l'unité syndicale la plus large, à décider de la grève sur les lieux de travail le 29 février 2012 et à participer aux manifestations interprofessionnelles qui seront organisées sur tout le territoire.**

# Mercredi 29 février

**Rassemblement dès 12h30 Place de la Bastille  
avec conférence de presse unitaire.**

**14H00 : Manifestation vers la place de la Nation.**

## Je me syndique à la CGT !

**Nom:** ..... **Prénom:** ..... **Age:** .....

**Adresse:** .....

..... **Ville:** ..... **Code Postal:** .....

**Tél:** ..... **E-mail:** .....

**Entreprise:** .....

**Ville et code postal de votre entreprise:** .....

A renvoyer à : Union Régionale CGT Île-de-France 263 rue de Paris, case 455, 93514 Montreuil cedex  
Tél.: 01 48 18 83 92 - Fax : 01 48 51 68 97 - Email: urif@cgt.fr - www.urif.cgt.fr

